



101111100100100  
010100011111000  
101010111100101  
010001010111101  
010010111010100  
101001010100101  
010100010111110  
101010101001011  
100100100100101  
101000111101010  
011000100010100  
010101010010100  
101110101001010  
110010010100101  
101001010101010  
111001001001001  
000111110001010  
101111001010110  
010101111010101  
101110101001011  
010101001011100  
000101111101010  
101010010111110  
001001001010001  
001111010101011  
001000101000101  
010100101001011  
101010010100101  
100101001010001  
010101010101010  
010010010010010  
111100010100011  
110010101100010  
011110101010101  
101010010111010  
010010111110100  
0

	L	F	G	F	G	
OMA	56	31	25	23	14	8
OMB	54	26	28	20	19	6
OMA	56	23	33	12	25	11
OMB	50	24	26	8	18	16
EPA	57	28	29	26	23	2
EPB	54	23	31	16	25	7
EPA	60	24	36	22	23	2
EPB	51	18	33	14	30	4
EPA	54	25	29	22	27	3
EPB	57	30	27	24	26	6
					19	8





# ANNEXES

## **ANNEXE 1 : PYRAMIDE ET PROFIL AFRIQUE**

## **ANNEXE 2 : COMMENT LIRE LES INDICATEURS ET GRAPHIQUES ?**

Les pyramides éducatives

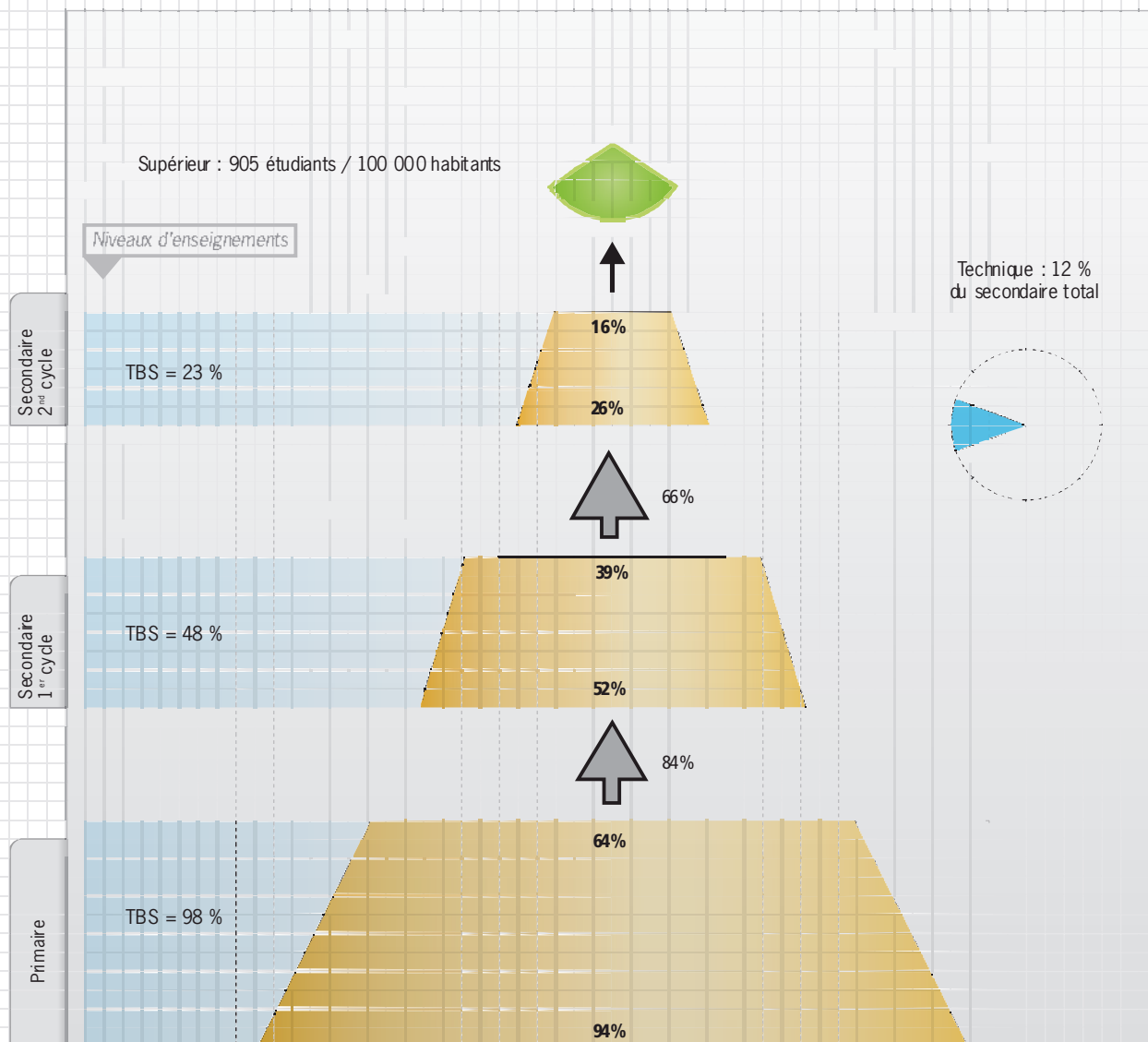
Les profils pays, régions et Afrique

Les indicateurs mentionnés dans le texte qui ne sont pas inclus dans les profils pays

## **ANNEXE 3 : TABLEAUX STATISTIQUES RECAPITULATIFS**

## **ANNEXE 4 : LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES**

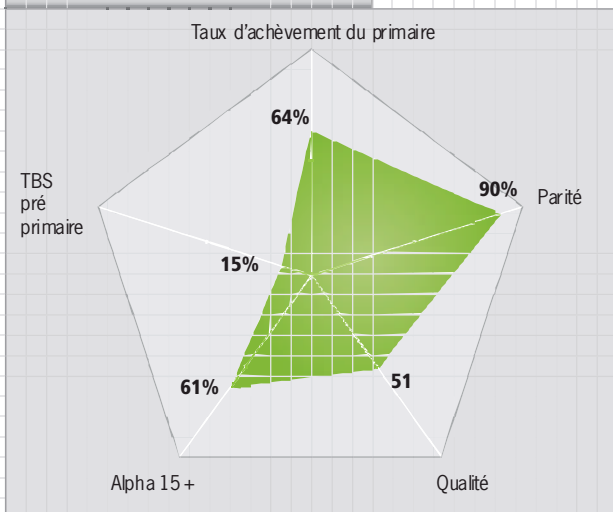
ANNÉES 2003 / 2004





**Indice africain de développement EPT 57.6**  
**Indice africain de développement EPT+ 56.3**

**Indicateurs EPT**

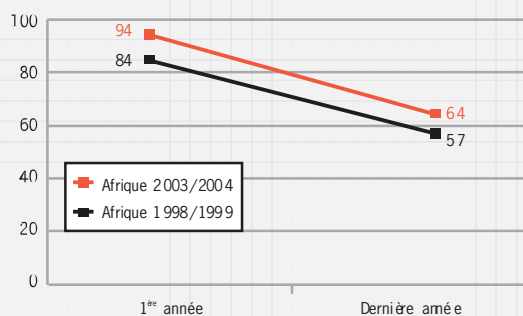


**Contexte démographique et macro-économique (2003)**

PIB par habitant (\$ E.U.)	792
Population totale (000)	866 750
% de la population d'âge scolaire (primaire)	15.9
Prévalence VIH/SIDA (15-49 ans)	7.5 %
IDH (classement)	ND

**INDICATEURS FAST TRACK (Primaire)**

**Profil de scolarisation transversal**



**Mobilisation des ressources domestiques**

Ressources publiques internes en % du PIB	8	22	41
% Education dans les ressources	5	18	30

**Répartition du budget éducation**

% Primaire (ajusté à 6 années)	23	44	62
% Secondaire (ajusté à 7 années)	19	36	52
% Supérieur	8	21	39

**Coût par élève en % du PIB par habitant**

Primaire	3	12	21
Secondaire	6	30	65
Supérieur	49	260	791

**Appropriation des ressources publiques d'éducation**

% de ressources pour les 10% les plus éduqués	16	39	68
---	----	----	----

Taux de survie	24	68	100
----------------	----	----	-----

**Paramètres de politique éducative**

Rapport Elèves - Enseignant	14	44	83
Salaire moyen des enseignants publics (en PIB par habitant)	1	41	77
% Dépenses hors salaires enseignants	4	25	46
% de redoublants	0	15	40
% d'élèves dans le privé	0	13	87

**Légende**

■ Afrique ND :  
 ■ Minimum-Maximum pays africains Donnée  
 Non Disponible

## ANNEXE 2 : COMMENT LIRE LES INDICATEURS ET GRAPHIQUES ?

*Note importante : sauf mention contraire dans les descriptions des indicateurs qui suivent, les valeurs moyennes (des régions ou du continent africain) présentées dans ce rapport sont des moyennes arithmétiques simples (chaque pays pèse le même poids dans le calcul de la moyenne, quelle que soit sa population).*

### Les pyramides éducatives

Les pyramides éducatives (pays, région ou Afrique) présentées dans ce rapport décrivent de façon schématisée la couverture scolaire à chaque niveau d'enseignement ainsi que les flux d'élèves d'un niveau à l'autre. La taille des flèches présentées entre les cycles est croissante avec les taux de transition. Les indicateurs ont été calculés principalement à l'aide des données brutes de l'Institut de Statistique de l'UNESCO (ISU), à l'exception des pays pour lesquels des données plus récentes étaient disponibles du fait de missions effectuées.

**Pour les pyramides régionales et la pyramide africaine, tous les indicateurs présentés sont calculés à l'aide d'une moyenne pondérée par le poids démographique de chaque pays (on considère la région comme un tout).**

Les pyramides éducatives contiennent les indicateurs suivants :

#### **Taux d'accès en première année et taux d'accès en dernière année (par cycle d'enseignement)**

Ils se calculent en rapportant l'effectif des non-redoublants en première et en dernière classe de chaque cycle aux populations en âge d'atteindre chacune de ces classes. Par exemple pour un 1<sup>er</sup> cycle secondaire dont la durée est de 4 ans et dont l'âge théorique d'entrée est de 12 ans,

$$\text{Taux d'accès en première année du 1}^{\text{er}} \text{ cycle du secondaire} = \frac{\text{Non redoublants}_{\text{classe 1}}}{\text{population}_{12 \text{ ans}}}$$

$$\text{Taux d'accès en dernière année du 1}^{\text{er}} \text{ cycle du secondaire} = \frac{\text{Non redoublants}_{\text{classe 4}}}{\text{population}_{16 \text{ ans}}}$$

Pour le cycle primaire, le taux d'accès en 1<sup>ère</sup> année correspond à ce que l'on appelle, le taux brut d'admission. Dans les cas où sa valeur est supérieure à 100% (entrée tardive ou précoce de certains élèves), il est ramené à 100% (on considère que l'accès en 1<sup>ère</sup> année est universel) dans la pyramide et dans le profil pays mais la valeur initiale est donnée pour mémoire dans le tableau statistique en annexe.

**Taux de transition effectifs :** Pour une année particulière, c'est le nombre de non-redoublants en première année d'un cycle rapporté au nombre de non-redoublants en dernière année du cycle précédent l'année précédente. Dans les pyramides, pour mesurer la transition entre le primaire (dont la dernière classe est, par exemple, le CM2) et le premier cycle du secondaire (dont la première classe est, par exemple, la 6<sup>ème</sup>) en 2003/04, on utilise :

$$\text{Taux de transition effectif}_{\text{prim}/\text{sec}1} = \frac{\text{Non redoublants}_{6\text{ème} 2003/04}}{\text{Non redoublants}_{\text{CM2} 2002/03}}$$

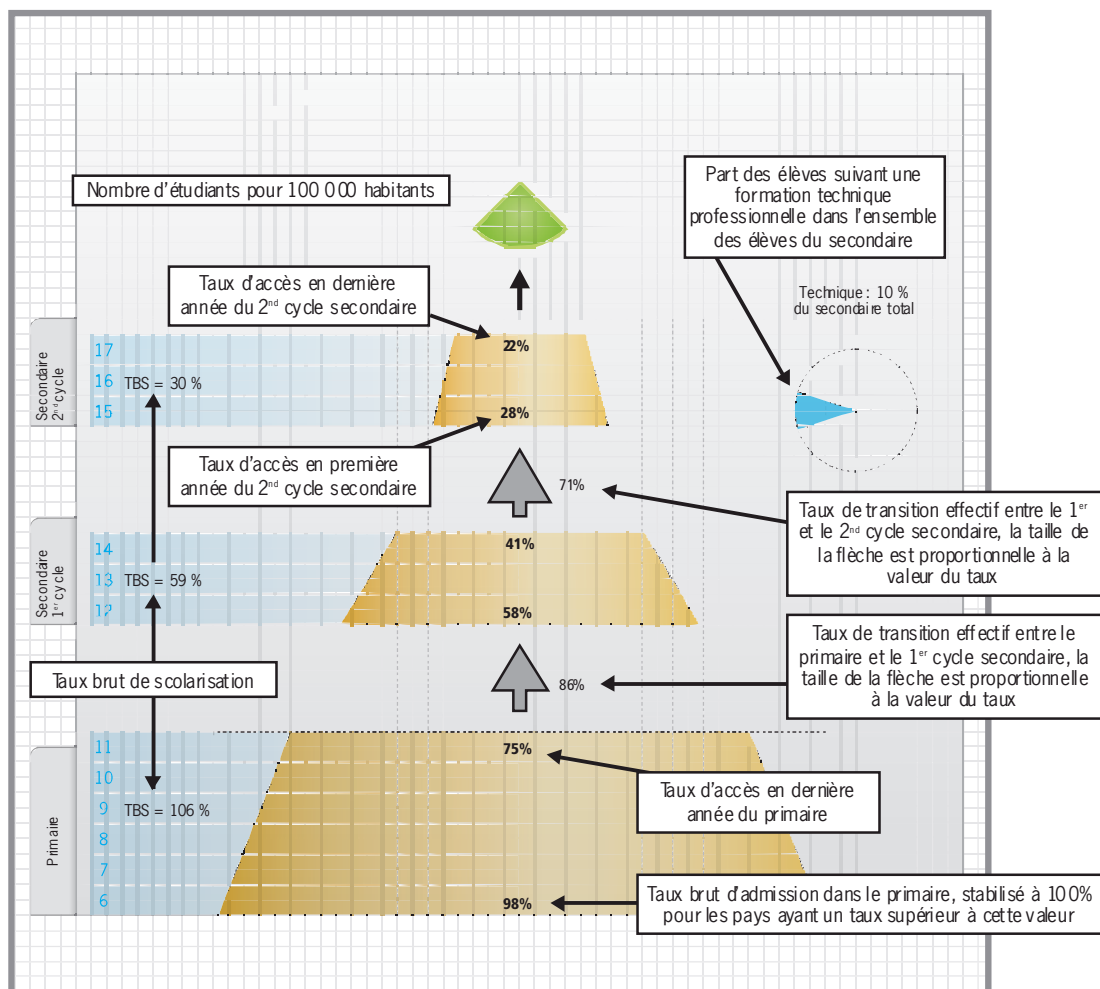
*NB : Le même indicateur, en prenant au dénominateur l'effectif total du CM2 au lieu des redoublants, est parfois utilisé, on l'appelle taux de transition apparent. Cependant, la prise en compte des redoublants du CM2, particulièrement nombreux en fin de cycle, sous-estime les flux réels entre les deux cycles. On préfère ainsi utiliser les taux de transitions effectifs, plus représentatifs de ces flux.*

**% de l'enseignement technique et la formation professionnelle :** effectif des élèves suivant des formations techniques et d'enseignement professionnel rapporté à l'effectif total des élèves du secondaire (général + technique).

**Taux brut de scolarisation (TBS) de chaque cycle :** Nombre d'élèves scolarisés dans un cycle, exprimé en pourcentage de la population du groupe d'âge officiel qui correspond à ce cycle d'enseignement. Par exemple, pour le primaire il se calcule ainsi :

$$\text{TBS} = \frac{\text{Nombre d'élèves du primaire}}{\text{Population ayant l'âge officiel du primaire}}$$

Cet indicateur peut être supérieur à 100% du fait des redoublements et des entrées précoces et tardives de certains enfants. Il décrit la capacité d'un cycle à accueillir les enfants en âge d'y être inscrit.



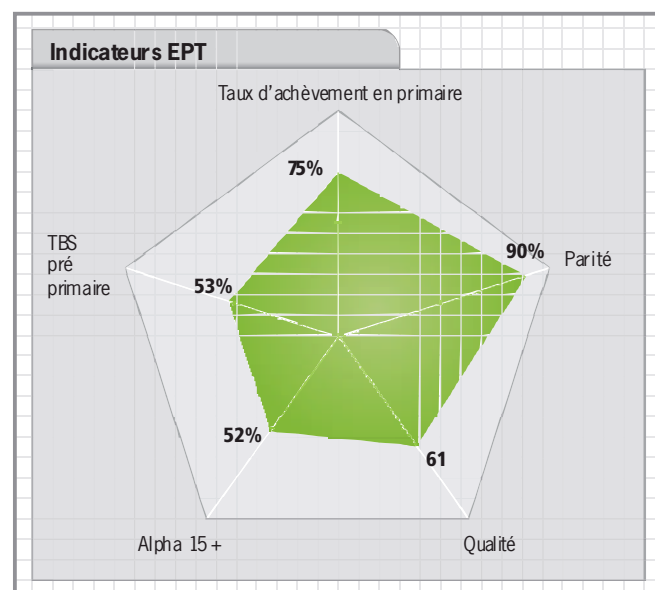
## Les profils pays, régions et Afrique

Les profils synthétisent l'état des lieux des systèmes éducatifs, en fournissant la valeur des indicateurs les plus importants et en comparant ces valeurs aux moyennes et aux valeurs extrêmes (minimum et maximum) observées dans la région et en Afrique. Alors que dans les précédentes publications du Pôle d'Analyse Sectorielle en Education de Dakar, les profils décrivaient essentiellement la situation au niveau primaire, dans ce rapport les profils ont évolué vers une plus grande prise en compte des autres niveaux scolaires. Ils contiennent i) les **indicateurs relatifs aux objectifs EPT**, ii) des **indicateurs de contexte démographique et macro-économique**, iii) les **indicateurs de résultats et de politiques éducatives du cycle primaire** (la plupart des indicateurs du cadre indicatif de l'initiative Fast Track) à droite du profil et iv) les **indicateurs financiers calculés pour l'ensemble du secteur éducatif** à gauche du profil.

Les indicateurs scolaires proviennent essentiellement de calculs faits à partir des données de l'ISU (à l'exception des pays pour lesquels des données plus récentes étaient disponibles du fait de missions réalisées). Ils se réfèrent à la dernière année disponible, 2003/2004 pour la majorité des pays, et 2004/2005 pour ceux dont des données plus récentes sont disponibles. Les données démographiques utilisées sont les dernières estimées par la Division de la Population des Nations Unies (Révision 2004). Les indicateurs financiers proviennent eux de diverses sources (ISU, Banque mondiale, Secrétariat Fast Track, RESEN, missions pays) et se réfèrent également dans leur majorité à l'année 2004 ou à une année proche. Il n'existe cependant pas pour tous les pays une homogénéité dans la date des données présentées, le choix ayant été fait de présenter pour chaque indicateur la donnée de l'année la plus récente disponible (qui peut être différente entre indicateurs scolaires et indicateurs financiers). Ceci constitue une limite mais notons que cet inconvénient est mineur dans la mesure où les changements d'une année à l'autre des indicateurs financiers sont toujours relativement faibles. La liste des indicateurs présentés dans les profils est détaillée ci-dessous, elle donne pour chaque indicateur son interprétation et la source des données utilisées.

### Les indicateurs relatifs aux objectifs EPT

#### Diamant EPT



Le **diamant EPT** montre dans un même graphique la position du pays par rapport à cinq objectifs EPT. Sa taille donne une mesure visuelle de la situation actuelle et de l'effort à fournir pour atteindre ces objectifs. Les cinq indicateurs EPT présentés dans le diamant EPT sont décrits ci-contre :



**Taux d'achèvement du primaire :** Rapport entre le nombre de nouveaux entrants (les non-redoublants) en dernière année d'études et le nombre d'enfants ayant l'âge officiel pour y être inscrits, exprimé en pourcentage. Par exemple, les pays pour lesquels le cycle primaire a une durée de 6 ans, cet indicateur est le taux d'accès en 6<sup>ème</sup> année d'études et se calcule comme suit :

$$\text{Taux d'achèvement du primaire} = \frac{\text{Non redoublants en 6<sup>ème</sup> année}}{\text{Population ayant l'âge officiel de la 6<sup>ème</sup> année}}$$

**Les moyennes régionales et continentale de cet indicateur sont des moyennes pondérées par le poids démographique de chaque pays (la région et le continent sont considérés comme des ensembles).**

*Source : calculs à partir des données de l'ISU et de la division de la Population des Nations-Unies*

**Taux d'alphabétisation 15 + :** Proportion d'adultes sachant lire et écrire dans l'ensemble de la population âgée de 15 ans et plus, exprimée en pourcentage.

*Source : ISU*

**Indice de parité filles-garçons (Parité) :** Rapport entre le taux brut de scolarisation des filles et le taux brut de scolarisation des garçons au niveau primaire, exprimé en pourcentage.

$$\text{Indice de parité} = \frac{\text{TBS filles}}{\text{TBS garçons}}$$

*Source : ISU*

**Taux brut de scolarisation dans le préprimaire (TBS) :** Nombre d'élèves scolarisés dans le préprimaire, exprimé en pourcentage de la population du groupe d'âge officiel qui correspond à ce niveau d'enseignement.

$$\text{TBS} = \frac{\text{Nombre d'élèves du préprimaire}}{\text{Population ayant l'âge officiel du préprimaire}}$$

**Les moyennes régionales et continentale de cet indicateur sont des moyennes pondérées par le poids démographique de chaque pays (la région et le continent sont considérés comme des ensembles).**

*Source : ISU*

**Indice Qualité :** voir encadré 1

**Indices Africains de Développement EPT et EPT+ :** voir encadré 2

L'indice EPT résume en un seul chiffre la position du pays par rapport à trois des objectifs EPT qui sont la scolarisation primaire universelle, la parité filles-garçons, l'alphabétisation des 15 ans et plus. L'EPT+ ajoute à ces trois dimensions celle de la qualité pour les pays disposant de l'Indice Qualité.

### Encadré 1 : Calcul de l'indice Qualité

Certaines publications utilisent, pour définir la qualité, des mesures relatives aux conditions de scolarisation ou aux intrants scolaires car elles sont largement disponibles. Mais si, les intrants scolaires peuvent être des moyens importants pour atteindre des résultats d'apprentissages, il est certainement préférable de disposer d'une mesure directe des résultats plutôt que de considérer les indicateurs de moyens comme « proxy » d'indicateurs de résultats. En effet, les études disponibles révèlent une grande faiblesse de la liaison entre moyens et résultats dans les systèmes éducatifs africains. En conséquence, on préfère définir la qualité en référence à des mesures directes des apprentissages des élèves, ou à défaut, à des mesures indirectes (impact de la scolarisation sur l'alphabétisation à l'âge adulte) et ce même si l'on reconnaît que ces mesures sont encore imparfaites. Ainsi, l'indice qualité présenté dans ce rapport repose sur deux types différents de sources de données : d'une part les résultats des élèves des pays à des tests administrés dans le cadre de programmes internationaux d'évaluation des acquis scolaires et d'autre part les enquêtes de ménages (essentiellement les enquêtes MCS).

En Afrique, il existe (ou il existait) trois programmes majeurs d'évaluation des acquis des élèves : le **MLA** (Monitoring Learning Achievement) mis en œuvre par l'UNESCO et l'UNICEF, le **PASEC** (Programme d'Analyse des Systèmes Educatifs de la CONFEMEN) et le **SACMEQ** (Southern African Consortium for Monitoring Educational Quality) qui travaille en partenariat avec l'IIPE. Depuis 1992, le MLA a aidé 72 pays à développer ou renforcer leur système d'évaluation des acquis, notamment par l'intermédiaire d'enquêtes effectuées auprès d'élèves de 4<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup> et 8<sup>ème</sup> année. Le programme PASEC, concentré sur les pays africains francophones, réalise depuis 1992 des évaluations des acquis des élèves (en 2<sup>ème</sup> et en 5<sup>ème</sup> année du cycle primaire). L'évaluation PASEC a pu être effectuée dans une dizaine de pays. Enfin le SACMEQ consortium né en 1995 et réunissant les ministères de l'éducation de 15 pays d'Afrique australe et de l'Est, a également réalisé des enquêtes sur les acquisitions cognitives dans la plupart des pays du consortium. Chacune de ces enquêtes a été réalisée avec des tests administrés aux élèves sous une forme standardisée, permettant ainsi la comparaison entre pays à l'intérieur de chaque enquête, ce que n'offre pas les résultats scolaires aux examens nationaux. Mais les tests des trois enquêtes diffèrent et les résultats ne sont donc pas comparables entre enquêtes.

Aussi, des enquêtes de ménages sont administrées dans les pays africains. L'UNICEF, par exemple, en collaboration avec les gouvernements (souvent l'Institut National des Statistiques), réalise des enquêtes standardisées de grande envergure (souvent environ 20 000 individus), appelées enquêtes MICS. Ces enquêtes (et certaines autres enquêtes de ménages) fournissent des informations sur les parcours scolaires des individus et sur leur niveau d'alphabétisation actuel (soit déclaré par les individus interrogés, soit, ce qui est mieux, mesuré à partir d'un petit test de lecture). Le croisement de ces deux informations permet d'avoir une idée dans chacun des pays de l'impact sur l'alphabétisation du nombre d'années de scolarisation effectuées. La vocation première de l'enseignement primaire étant de former des individus alphabétisés, **le taux d'alphabétisation des individus ayant effectué six années de scolarisation (un cycle primaire complet dans beaucoup de pays africains) peut être apprécié comme une mesure de la qualité de l'enseignement reçu**. Par exemple, il est logique de penser qu'un système éducatif produisant 90% d'alphabétisés parmi les sortants du primaire fournit un enseignement de meilleure qualité qu'un système où seuls 50% des sortants du primaire sont alphabétisés durablement. Cet indicateur ne constitue pas une panacée car le niveau d'alphabétisation des sortants du primaire est également influencé par des facteurs exogènes à la qualité de l'enseignement reçu, en particulier ceux relatifs au contexte national ou local (par exemple la fréquence d'utilisation des langues ou l'ouverture vers d'autres pays...). Cependant les études empiriques montrent une corrélation élevée entre cet indicateur d'alphabétisation parmi les sortants du primaire et les résultats obtenus par les pays aux enquêtes d'acquis scolaires<sup>1</sup>. Ceci légitime l'utilisation de l'indicateur d'alphabétisation comme une mesure complémentaire de la qualité.

12 pays disposent d'un score PASEC moyen (français, mathématiques) de 5<sup>ème</sup> année<sup>2</sup>, 13 pays disposent d'un score MLA, 15 pays disposent d'un score SACMEQ et 31 pays disposent d'un indicateur d'alphabétisation des sortants du primaire calculé à partir des données d'enquêtes de ménages. Au final, on dispose d'indicateurs sur la qualité dans 43 pays africains (20 pays ont des valeurs pour un indicateur, 18 pays en ont pour deux indicateurs et 5 pays pour trois indicateurs).

On calcule alors pour chaque pays l'indice qualité en prenant la moyenne des valeurs des différents indicateurs disponibles. Dans la mesure où ces indicateurs ne sont pas au départ calculés sur une même échelle (par exemple les scores SACMEQ varient entre 400 et 600 alors que les taux d'alphabétisation des sortants du primaire est un pourcentage qui potentiellement peut s'étendre de 0 à 100%), il convient avant d'en faire la moyenne, de standardiser (centrer et réduire) chacun des indicateurs. Par convention, nous avons standardisé chaque indicateur sur une moyenne de 50 et un écart-type de 10<sup>3</sup>. La formule de standardisation est la suivante :

$$\text{Indicateurs standardisé} = 50 + 10 \times \frac{\text{Indicateurs} - \text{Moyenne (indicateurs)}}{\text{Ecart - type (indicateur)}}$$

L'indice qualité est alors la moyenne simple des indicateurs standardisés. Les valeurs obtenues ne sont pas interprétables de façon absolue (elles ne correspondent plus à un nombre moyen d'items bien répondus par les élèves) mais s'interprètent de façon relative pour classer les pays les uns par rapport aux autres.

1 Par exemple, le coefficient de détermination entre le score MLA et l'indicateur d'alphabétisation vaut 0,66.

2 Le score de 5<sup>ème</sup> année a été choisi car il correspond plus que celui de 2<sup>ème</sup> année à ce qui a été appris au cours du cycle primaire.

3 Avec une distribution des données suivant une loi normale (hypothèse usuelle pour ce genre de données), cela permet d'avoir 99,9% des pays avec un indicateur compris entre 15 et 85.

## Indices Africains de Développement EPT et EPT+

### Encadré 2 : Calcul des indices africains de développement EPT et EPT+

Méthodologiquement, l'indice africain de développement EPT est construit de façon similaire à l'Indice de Développement Humain du PNUD, si ce n'est que toutes les composantes sont ici des indicateurs d'éducation relatifs aux objectifs de Dakar dont une mesure comparable entre pays africains est disponible.

Pour chacune des trois composantes X de l'indice EPT, on calcule une mesure relative Y de la façon suivante :

$$Y = \frac{X_{\text{pays}} - X_{\text{min}}}{X_{\text{max}} - X_{\text{min}}}$$

où  $X_{\text{min}}$  et  $X_{\text{max}}$  représentent respectivement la valeur minimum et maximum sur le continent africain de la composante considérée et  $X_{\text{pays}}$  la valeur du pays considéré<sup>1</sup>.

Les valeurs minimum et maximum retenues pour chaque composante sont pour l'année 2003/04 :

- Taux d'achèvement du primaire : 2 % et 100%
- Indice de parité sur le TBS : 67% et 100% (cf. explication ci-après)
- Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus : 19% et 92%

Par exemple si le taux d'achèvement du primaire d'un pays vaut 50, sa valeur relative sera égale à  $\frac{50 - 25}{100 - 25} = 0,36$

Notons que pour l'indice de parité, compte tenu des effets bénéfiques sur le développement humain d'une sur-scolarisation des filles, tous les pays présentant une disparité dans ce sens (indice supérieur à 100%) sont considérés comme ayant atteint l'objectif de Dakar. Ils prennent donc, pour le calcul, la valeur 100 qui devient ainsi la valeur maximale de référence.

L'indice africain de développement EPT est alors calculé en faisant la moyenne des trois valeurs relatives et en multipliant le résultat par 100.

Indice africain de développement EPT = Moyenne (Y1, Y2, Y3) x 100,

avec Y1 = valeur relative du Taux d'achèvement du primaire, Y2 = valeur relative de l'indice de parité (TBS filles /TBS garçons) et Y3 = valeur relative du taux d'alphabétisation des 15 ans et plus.

Illustrons la construction de l'indice composite par l'exemple de l'Afrique du Sud:

	Taux d'achèvement du primaire	Indice de parité TBS	Taux d'alphabétisation des 15 ans et +
Valeurs (X)	97	97	82
Valeurs relatives (Y)	0,960	0,909	0,863

L'indice de développement EPT s'établit alors pour l'Afrique du Sud à :  $100 \times \frac{0,960 + 0,909 + 0,863}{3} = 91,1$

Il est également possible pour certains pays de calculer l'indice EPT+ qui intègre en plus des trois composantes de l'indice EPT la dimension qualité. Les valeurs minimum et maximum retenues pour l'Indice Qualité sont respectivement de 28 et 69.

L'indice africain de développement EPT+ = Moyenne (Y1, Y2, Y3, Y4) x 100

Avec Y4 = valeur relative de l'indice Qualité

Pour l'Afrique du Sud, la Valeur relative de l'Indice Qualité vaut  $\frac{69 - 28}{69 - 28} = 0,488$

Et donc, l'indice EPT+ s'établit à  $100 \times \frac{0,960 + 0,909 + 0,863 + 0,488}{4} = 80,4$

**Les moyennes régionales et continentale des indices EPT sont des moyennes arithmétiques simples des indices des différents pays.**

<sup>1</sup> Le fait que les valeurs minimum et maximum peuvent varier au cours du temps constitue certes un inconvénient pour la comparabilité de l'indice au cours du temps, mais ce choix est certainement préférable à celui de fixer des valeurs minimum et maximum invariables dans la mesure où il est fortement possible qu'un pays (ou plusieurs) sorte dans les années futures de l'intervalle min-max qu'on se serait fixé.

### **Contexte démographique et macro-économique**

**Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant** : Revenu intérieur du pays (somme des valeurs ajoutées des unités économiques résidentes + impôts nets de subventions) divisé par la population totale, exprimé en dollars des Etats-Unis de l'année 2002.

Les moyennes régionales et continentale de cet indicateur sont des moyennes pondérées par le poids démographique de chaque pays (la région et le continent sont considérés comme des ensembles).

Source : *World Development Indicators 2005*

**Pourcentage de la population d'âge scolaire** : Proportion de la population ayant l'âge de fréquenter le cycle primaire.

Les moyennes régionales et continentale de cet indicateur sont des moyennes pondérées par le poids démographique de chaque pays (la région et le continent sont considérés comme des ensembles).

Source : *calculs à partir des données de la Division de la Population des Nations-Unies*

**Prévalence VIH/sida (15-49 ans)** : Proportion de personnes âgées de 15 à 49 ans vivant avec le VIH/sida, exprimée en pourcentage.

Source : *ONUSIDA*

**IDH (classement)** : Classement en 2003 du pays sur l'Indicateur de Développement Humain (sur les 177 pays pour lesquels cet indicateur est calculé).

Source : *PNUD*

### **Indicateurs de résultats et de politiques éducatives du cycle primaire (indicateurs Fast Track, à droite de la page)**

**Profil de scolarisation transversal** : Proportion d'une cohorte de 100 enfants atteignant chaque année d'études. En abscisse sont reportées les différentes années d'études et en ordonnée le pourcentage de la cohorte atteignant l'année d'étude correspondante. Le premier point du profil de scolarisation primaire correspond au taux brut d'admission en primaire (dans les cas où sa valeur est supérieure à 100% il est ramené à 100% dans le profil (on considère que l'accès en 1<sup>ère</sup> année est universel) mais la valeur initiale est donnée pour mémoire dans le tableau statistique en annexe). Sur un cycle primaire de six années, le dernier point du profil correspond au taux d'accès en 6<sup>ème</sup> année d'études (le taux d'achèvement). Les profils de scolarisation primaire présentés sont des profils simplifiés, mentionnant uniquement le taux d'accès en 1<sup>ère</sup> année d'études (taux brut d'admission) et le taux d'accès en dernière année.

Source : *calculs à partir des données de l'ISU et de la division de la Population des Nations-Unies*

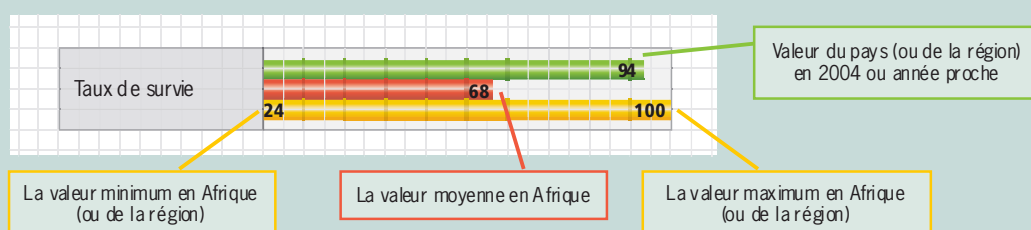
**Taux de survie primaire** : Pourcentage des élèves qui sont entrés en 1<sup>ère</sup> année du primaire et qui sont parvenus en dernière année, exprimé en pourcentage.

Source : *calculs à partir des données de l'ISU*

Pour cet indicateur, comme pour tous ceux qui suivent, les valeurs sont présentées sous forme d'un graphique en diagrammes horizontaux colorés qui permet de présenter la valeur du pays en comparaison de la moyenne africaine et des valeurs extrêmes observées (sur le continent ou dans la région). L'explication du mode de lecture de cet indicateur est présentée dans l'encadré 3.

### Encadré 3 : Lecture des diagrammes de comparaisons, exemple du taux de survie primaire

Pour chaque indicateur, la valeur du pays est présentée en vert, la valeur moyenne africaine (ou de la région) en rouge et les valeurs extrêmes (minimum et maximum) observées en Afrique (ou dans la région) en jaune.



### Paramètres de politique éducative du cycle primaire

**Rapport élèves-enseignant ou rapport élèves-maître (REM) :** Rapport entre l'effectif des élèves et le nombre d'enseignants. Il représente le nombre moyen d'élèves par enseignant.

Source : calculs à partir des données de l'ISU

**Salaire moyen des enseignants publics en unités du PIB par habitant :** Rapport entre le salaire moyen des enseignants payés par l'Etat (au moins en partie) et la valeur du PIB par habitant.

Source : calculs à partir des données de l'ISU, Banque mondiale, Secrétariat Fast track, RESEN

**Pourcentage des dépenses hors salaires enseignants :** Rapport entre les dépenses courantes hors salaires enseignants et l'ensemble des dépenses courantes.

Source : calculs à partir des données de l'ISU, Banque mondiale, Secrétariat Fast track, RESEN

**Pourcentage de redoublants :** Proportion d'élèves scolarisés dans la même année d'études que l'année précédente, exprimée en pourcentage de l'ensemble des effectifs scolarisés.

Source : calculs à partir des données de l'ISU

**Pourcentage d'élèves dans le privé :** Rapport entre le nombre d'élèves scolarisés dans les établissements scolaires qui ne relèvent pas de la gestion de l'Etat et le nombre total des élèves, exprimé en pourcentage.

Source : calculs à partir des données de l'ISU

### Indicateurs financiers sectoriels (à gauche de la page)

#### Mobilisation des ressources domestiques

**Ressources publiques internes en pourcentage du PIB :** Rapport entre l'ensemble des revenus de l'Etat hors dons et le produit intérieur brut, exprimé en pourcentage. Cet indicateur s'apparente au taux de pression fiscale.

Source : calculs à partir des données de l'ISU, Banque mondiale, Secrétariat Fast track, RESEN

**Pourcentage de l'éducation dans les ressources publiques courantes :** Rapport entre l'ensemble des dépenses courantes consacrées à l'éducation et l'ensemble des ressources publiques hors dons.

Source : calculs à partir des données de l'ISU, Banque mondiale, Secrétariat Fast track, RESEN



### Répartition du budget éducation

**Pourcentage du primaire (6 années d'études) dans le budget éducation :** Part des dépenses courantes d'éducation consacrée au cycle primaire. Pour les pays où la durée de scolarisation dans le primaire est différente de six années, par souci de comparabilité, des calculs ont été faits pour estimer la part des dépenses d'éducation correspondant aux six premières années d'études.

*Source : calculs à partir des données de l'ISU, Banque mondiale, Secrétariat Fast track, RESEN*

**Pourcentage du secondaire (7 années d'études) dans le budget éducation :** Part des dépenses courantes d'éducation consacrée au cycle secondaire. Pour les pays où la durée de scolarisation dans le secondaire est différente de sept années, par souci de comparabilité, des calculs ont été faits pour estimer la part des dépenses d'éducation correspondant à sept années d'études.

*Source : calculs à partir des données de l'ISU, Banque mondiale, Secrétariat Fast track, RESEN*

**Pourcentage du supérieur dans le budget éducation :** Part des dépenses courantes d'éducation consacrée à l'enseignement supérieur.

*Source : calculs à partir des données de l'ISU, Banque mondiale, Secrétariat Fast track, RESEN*

### Coût par élève en % du PIB par habitant

**Coût par élève en pourcentage du PIB par habitant par cycle d'enseignement :** Dépenses publiques courantes annuelles d'un cycle divisées par le nombre d'élèves de ce cycle, exprimées en pourcentage du PIB par habitant.

*Source : calculs à partir des données de l'ISU, Banque mondiale, Secrétariat Fast track, RESEN*

### Appropriation des ressources publiques d'éducation

**Pourcentage de ressources pour les 10% les plus éduqués :** Part des ressources publiques accumulées par les 10% les plus éduqués (ceux qui ont les niveaux terminaux d'éducation les plus élevés) parmi l'ensemble des ressources publiques mobilisées pour l'éducation.

*Source : calculs à partir des données de l'ISU, Banque mondiale, Secrétariat Fast track, RESEN*

## **Les indicateurs mentionnés dans le texte qui ne sont pas inclus dans les profils pays**

**Pseudo taux d'abandon (par cycle d'enseignement) :** Approximation de la part d'élèves entrés en 1<sup>ère</sup> année du cycle qui abandonnent avant la fin du cycle.

$$\text{Pseudo taux d'abandon} = \frac{\text{Taux d'accès en 1<sup>ère</sup> année du cycle} - \text{Taux d'accès en dernière année du cycle}}{\text{Taux d'accès en 1<sup>ère</sup> année du cycle}}$$

**Les moyennes régionales et continentale de cet indicateur sont calculées en utilisant les moyennes pondérées des différents taux d'accès qui composent la formule.**

*Source : calculs à partir des données de l'ISU*

**Degré d'aléa dans l'allocation des enseignants dans les écoles primaires publiques :**

Proportion des différences observées entre les écoles dans le nombre d'enseignants, qui ne s'expliquent pas par les différences dans les nombres d'élèves. Cet indicateur est compris entre 0 et 1, plus il s'approche de 0 et plus les allocations d'enseignants sont faites en utilisant le critère du nombre d'élèves inscrits dans chaque école.

$$\text{Degré d'aléa} = 1 - R^2 \text{ (Nombre d'élèves, Nombre d'enseignants)}$$

où  $R^2$  est le coefficient de détermination calculé entre le nombre d'élèves et le nombre d'enseignants sur l'ensemble des écoles publiques primaires du pays.

Source : RESEN et missions pays (calculs à partir des bases de données scolaires)

**Espérance de vie scolaire :** L'espérance de vie scolaire (EVS), est un indicateur agrégé de scolarisation. Elle correspond au nombre moyen d'années de scolarisation que les enfants d'un pays ont l'espoir de valider (les années redoublées ne sont pas comptabilisées) compte tenu des conditions actuelles du système éducatif.

$$\text{EVS} = \sum_{j=1}^N T_j$$

$$\text{avec } T_j = \frac{\text{Non redoublants classe } j}{\text{Population ayant l'âge officiel de la classe } j}$$

et N le nombre maximal d'années d'études dans le pays

Source : calculs à partir des données de l'ISU et de population des Nations-Unies

**Coefficient d'efficacité interne (CEI) :** Cet indice se calcule en divisant le nombre d'années-élèves (une année élève est une année scolaire passée dans une classe par un élève) strictement nécessaires (sans redoublement) pour former les élèves qui arrivent en fin de cycle par le nombre d'années-élèves réellement consommées dans le système (ajout des années redoublées et des années consommées par les élèves ayant abandonné avant la fin du cycle). Les calculs peuvent être conduits sur la base du profil de scolarisation en utilisant une cohorte fictive de 100 élèves accédant en 1<sup>ère</sup> année d'études. Par exemple si le cycle comprend 6 années d'études :

Soient  $N_j$  le nombre des élèves non-redoublants scolarisés au cours de l'année d'études j (100 en 1<sup>ère</sup> année) et  $R_j$  la proportion de redoublants dans l'année d'études j.

$$\text{Le nombre d'années-élèves effectivement consommées est alors : } \sum_{j=1}^6 \frac{N_j}{1-R_j}$$

La production de référence du système, en nombre d'années-élèves est égale  $N_6 \times 6$ , correspondant à six années de scolarisation effectuées par  $N_6$  élèves accédant en sixième année (sans jamais redoubler). D'où le coefficient d'efficacité interne :

$$\text{CEI} = \frac{N_6 \times 6}{\sum_{j=1}^6 \frac{N_j}{1-R_j}}$$

Ce coefficient est compris entre 0 (système qui ne produirait aucun sortant) et 1 (système sans redoublement ni abandon).

Source : calculs à partir des données de l'ISU

**TABLEAU I** Contexte démographique et macro-économique, durée des cycles d'enseignement

	Contexte démographique et macro-économique 2003					Age et durée de scolarisation				
	PB par habitant (\$ E.U.)	Population totale (000)	% de la population d'âge scolaire (primaire)	Taux de prévalence du VIH/SIDA (15-49 ans)	Indice de développement humain (classement /177)	Age d'entrée au pré primaire	Durée pré primaire	Durée Primaire	Durée Secondaire 1 <sup>er</sup> cycle	Durée Secondaire 2 <sup>nd</sup> cycle
Afrique du Sud	3 526	46 919	15.2	21.5	120 <sup>ème</sup>	6	1	7	2	3
Algérie	2 135	31 866	12.7	0.1	103 <sup>ème</sup>	4	2	6	3	3
Angola	91.9	15 047	11.8	3.9	160 <sup>ème</sup>	3	3	4	4	3
Bénin	44.9	7 919	16.9	1.9	162 <sup>ème</sup>	4	2	6	4	3
Botswana	4 251	1 772	17.8	37.3	131 <sup>ème</sup>	3	3	7	3	2
Burkina Faso	33.7	12 418	17.3	4.2	175 <sup>ème</sup>	4	3	6	4	3
Burundi	85	7 037	17.2	6.0	169 <sup>ème</sup>	4	3	6	4	3
Cameroun	79.3	15 748	16.2	6.9	148 <sup>ème</sup>	4	2	6	4	3
Cap-Vert	1 648	484	15.9	-	105 <sup>ème</sup>	3	3	6	2	4
Comores	42.1	75.7	16.0	-	132 <sup>ème</sup>	3	3	6	4	3
Congo	94.6	3 769	17.5	4.9	142 <sup>ème</sup>	3	3	6	4	3
Côte d'Ivoire	79.3	17 604	16.3	7.0	163 <sup>ème</sup>	3	3	6	4	3
Djibouti	81.7	76.5	16.3	2.9	150 <sup>ème</sup>	4	2	6	4	3
Egypte	1 157	71 267	11.0	0.1	119 <sup>ème</sup>	4	2	5	3	3
Erythrée	18.5	4 053	13.9	2.7	161 <sup>ème</sup>	5	2	5	2	4
Ethiopie	90	73 795	16.7	4.4	170 <sup>ème</sup>	4	3	4	4	4
Gabon	4 516	1 341	16.2	8.1	123 <sup>ème</sup>	3	3	6	4	3
Gambie	25.5	1 438	14.9	1.2	155 <sup>ème</sup>	3	4	6	3	3
Ghana	35.9	21 212	15.5	3.1	138 <sup>ème</sup>	3	3	6	3	3
Guinée	40.3	9 003	16.1	3.2	156 <sup>ème</sup>	3	4	6	4	3
Guinée Equatoriale	6 058	48.1	13.5	3.4	121 <sup>ème</sup>	3	4	5	4	3
Guinée-Bissau	16.0	1 494	16.5	2.8	-	4	3	6	3	2
Jamahiriya arabe libyenne	4 169	5 629	11.8	0.3	58 <sup>ème</sup>	4	2	6	3	3
Kenya	43.9	32 734	18.6	6.7	154 <sup>ème</sup>	3	3	6	3	3
Lesotho	59.8	1 800	18.4	28.9	149 <sup>ème</sup>	3	3	7	3	2
Libéria	13.7	3 222	17.1	5.9	-	3	3	6	3	3
Madagascar	31.1	17 626	14.3	1.7	146 <sup>ème</sup>	3	3	5	4	3
Malawi	13.8	12 339	17.8	14.2	165 <sup>ème</sup>	3	4	6	3	3
Mali	34.1	12 736	17.2	1.9	174 <sup>ème</sup>	3	4	6	3	3
Maroc	1 430	30 568	12.6	0.1	124 <sup>ème</sup>	4	2	6	3	3
Maurice	4 291	1 221	10.2	0.1	65 <sup>ème</sup>	3	2	6	3	4
Mauritanie	40.9	2 893	15.9	0.6	152 <sup>ème</sup>	3	3	6	3	3
Mozambique	22.7	19 052	14.2	12.2	168 <sup>ème</sup>	3	3	7	2	3
Nambie	2 151	1 986	20.4	21.3	125 <sup>ème</sup>	3	3	7	3	2
Niger	20.9	13 052	16.8	1.2	177 <sup>ème</sup>	4	3	6	4	3
Nigeria	45.8	125 912	16.9	5.4	158 <sup>ème</sup>	3	3	6	3	3
Ouganda	23.4	26 869	21.2	4.1	144 <sup>ème</sup>	4	2	7	4	2
République Centrafricaine	30.6	3 937	16.6	13.5	171 <sup>ème</sup>	3	3	6	4	3
Rép. Démocratique du Congo	10.5	54 231	17.2	4.2	167 <sup>ème</sup>	3	3	6	2	4
République-Unie de Tanzanie	27.9	36 919	18.8	8.8	164 <sup>ème</sup>	5	2	7	4	2
Rwanda	19.2	8 758	16.8	5.1	159 <sup>ème</sup>	4	3	6	3	3
Sao Tomé-et-Principe	39.9	14.9	15.0	-	126 <sup>ème</sup>	4	3	6	2	3
Sénégal	58.3	11 119	16.4	0.8	157 <sup>ème</sup>	4	3	6	4	3
Seychelles	8 685	85	-	-	51 <sup>ème</sup>	4	2	6	3	3
Sierra Leone	19.3	5 119	15.6	7.0	176 <sup>ème</sup>	3	3	6	3	3
Somalie		7 708	18.2	1.0	-	3	3	7	2	2
Soudan	51.0	34 856	15.3	-	141 <sup>ème</sup>	4	2	6	2	3
Swaziland	1 840	1 035	20.0	38.8	147 <sup>ème</sup>	3	3	7	3	2
Tchad	28.6	9 133	17.4	4.8	173 <sup>ème</sup>	3	3	6	4	3
Togo	30.1	5 030	18.5	4.1	143 <sup>ème</sup>	3	3	6	4	3
Tunisie	2 532	9 888	11.3	0.1	89 <sup>ème</sup>	3	3	6	3	4
Zambie	38.4	11 291	19.9	16.5	166 <sup>ème</sup>	3	4	7	2	3
Zimbabwe	1 388	12 863	19.1	24.6	145 <sup>ème</sup>	3	3	7	2	4
<b>Moyenne simple</b>	<b>1 227</b>	<b>-</b>	<b>16.2</b>	<b>7.5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

**TABLEAU II** Indicateurs EPT

	Indice africain de développement		TBS du pré primaire (%)	Taux d'achèvement du primaire (%)	Indice qualité (%)	Indice de parité sur le TBS (%)	Taux d'alphabétisation des adultes (%)
	EPT	EPT +					
Afrique du Sud	91	80	33.3	97	48	97	82
Algérie	80	-	4.7	94	-	93	70
Angola	34	46	-	43	61	71	67
Bénin	30	33	4.4	53	46	77	35
Botswana	90	82	-	92	53	99	81
Burkina Faso	15	27	1.2	30	55	78	22
Burundi	38	50	1.4	33	63	83	59
Cameroun	58	62	19.6	63	58	85	68
Cap-Vert	85	-	53.1	95	-	95	76
Comores	49	50	3.3	50	49	88	56
Congo	70	-	5.6	57	-	93	83
Côte d'Ivoire	36	45	3.2	48	58	79	49
Djibouti	35	-	1.8	29	-	79	65
Egypte	83	-	13.9	95	-	95	71
Erythrée	39	-	7.4	44	-	80	57
Ethiopie	43	42	2.2	55	45	86	42
Gabon	75	-	13.9	66	-	99	71
Gambie	59	50	18.2	63	39	106	38
Ghana	68	51	41.6	72	29	96	58
Guinée	36	44	6.1	52	56	81	40
Guinée Equatoriale	66	68	40.4	50	59	91	87
Guinée-Bissau	22	33	9.6	38	55	67	54
Jamahirya arabe libyenne	-	-	7.6	-	-	-	82
Kenya	82	76	53.4	91	52	94	74
Lesotho	82	74	30.6	70	50	100	82
Libéria	-	-	-	-	-	-	-
Madagascar	62	65	10.0	45	59	96	71
Malawi	70	62	-	61	45	102	64
Mali	19	25	1.9	42	47	42	19
Maroc	60	65	53.4	75	61	90	52
Maurice	97	91	95.5	100	58	100	84
Mauritanie	54	43	1.7	43	33	98	51
Mozambique	31	42	-	30	59	83	46
Nambie	90	73	28.9	85	38	101	85
Niger	9	16	1.4	25	43	72	29
Nigeria	62	49	14.7	76	33	85	67
Ouganda	70	66	2.1	59	51	100	67
République Centrafricaine	18	25	1.7	29	46	70	49
Rép. Démocratique du Congo	-	-	-	-	28	-	67
République-Unie de Tanzanie	66	68	28.7	55	59	96	69
Rwanda	60	67	2.5	37	65	102	65
Sao Tomé-etPrincipe	81	77	42.5	75	55	98	79
Sénégal	49	48	7.9	50	48	95	39
Seychelles	100	99	101.5	-	69	100	92
Sierra Leone	38	35	4.2	61	40	82	35
Somalie	-	-	-	-	-	-	-
Soudan	49	-	23.0	49	-	87	61
Swaziland	72	69	-	61	53	95	80
Tchad	7	14	0.5	35	42	67	26
Togo	54	57	2.5	74	56	84	53
Tunisie	86	89	21.7	95	69	96	74
Zambie	70	58	-	67	39	96	68
Zimbabwe	88	80	43.2	80	51	98	90
<b>Moyenne simple</b>	<b>58</b>	<b>56</b>	<b>20</b>	<b>60</b>	<b>51</b>	<b>90</b>	<b>62</b>

**TABLEAU III** Diagnostic du système

	Primaire					Secondaire 1 <sup>er</sup> cycle	
	Taux brut de scolarisation	Taux brut d'admission	Taux de rétention en fin de cycle	Taux de transition primaire-secondaire 1	Degré d'aléa dans l'allocation des enseignants aux écoles publiques	Taux brut de scolarisation	Taux d'accès en 1 <sup>re</sup> année
Afrique du Sud	106	115.1	84.0	99	-	95	92
Algérie	112	101.7	94.4	94	-	98	86
Angola	70	71.0	57.0	-	-	-	-
Bénin	99	100.2	41.9	63	39	34	33
Botswana	104	104.5	82.3	99	-	86	91
Burkina Faso	53	70.8	71.1	59	28	16	17
Burundi	80	90.7	49.0	57	51	15	18
Cameroun	117	107.8	64.0	62	45	35	37
Cap-Vert	112	97.4	94.3	86	-	98	83
Comores	85	70.1	61.8	92	-	41	43
Congo	86	71.0	63.0	79	38	50	46
Côte d'Ivoire	72	71.8	74.3	63	-	29	29
Djibouti	39	38.6	72.2	84	-	23	26
Egypte	101	99.2	99.4	95	-	94	90
Erythrée	66	57.6	73.7	95	-	45	38
Ethiopie	93	141.3	79.0	91	29	44	50
Gabon	132	94.2	63.1	97	26	61	54
Gambie	81	88.8	66.8	99	-	65	62
Ghana	88	95.1	76.0	94	-	64	68
Guinée	81	85.8	70.0	95	9	35	40
Guinée Equatoriale	131	123.4	36.1	100	-	40	64
Guinée-Bissau	93	129.0	47.0	93	-	32	30
Jamahiriya arabe libyenne	113	104.8	-	-	-	114	-
Kenya	113	127.7	86.3	94	-	68	86
Lesotho	129	135.4	74.4	76	18	44	51
Libéria	-	-	-	-	-	-	-
Madagascar	134	166.4	43.9	75	28	24	30
Malawi	129	175.3	24.4	75	34	42	52
Mali	69	66.6	74.6	82	42	35	33
Maroc	106	97.9	72.2	86	-	59	58
Maurice	102	100.0	95.0	82	-	87	83
Mauritanie	94	105.8	64.4	62	20	26	29
Mozambique	97	135.4	33.8	56	15	16	15
Namibie	102	97.2	79.4	98	15	78	84
Niger	45	59.3	71.2	70	15	11	13
Nigeria	99	112.0	73.0	-	-	37	-
Ouganda	130	169.2	-	42	34	23	26
République Centrafricaine	69	72.1	50.0	60	-	15	17
Rép. Démocratique du Congo	-	-	-	-	-	-	-
République-Unie de Tanzanie	107	126.3	75.8	33	-	14	19
Rwanda	100	182.6	24.0	61	21	13	13
Sao Tomé-et-Principe	133	116.2	79.1	83	-	63	50
Sénégal	78	91.0	72.0	66	19	28	30
Seychelles	110	115.8	100.0	-	-	109	-
Sierra Leone	154	203.7	50.6	73	29	42	44
Somalie	-	-	-	-	-	-	-
Soudan	60	67.7	84.0	94	-	47	44
Swaziland	99	104.7	57.5	84	-	50	54
Tchad	81	95.9	43.2	76	18	22	25
Togo	106	85.8	69.2	79	38	62	58
Tunisie	110	95.2	98.0	96	-	94	90
Zambie	100	111.2	77.0	64	20	41	40
Zimbabwe	97	118.4	76.0	70	-	55	57
<b>Moyenne simple</b>	<b>97</b>	<b>105</b>	<b>68</b>	<b>79</b>	<b>27</b>	<b>49</b>	<b>48</b>



		Secondaire 2 <sup>nd</sup> cycle			Technique	Supérieur	Source spécifique des données scolaires brutes
Taux d'accès en dernière année	Taux de transition secondaire 1-2	Taux brut de scolarisation	Taux d'accès en 1 <sup>re</sup> année	Taux d'accès en dernière année	Nombre d'élèves/étudiants pour 100 000 habitants		
84	84	74	82	45	558	1 530	ISU
64	76	45	48	26	1 525	2 248	ISU
-	-	-	-	-	508	86	ISU
19	55	11	12	7	443	622	Nationale
82	57	46	46	46	1 506	746	ISU
8	42	4	3	2	154	152	ISU
8	55	4	4	3	246	217	RESEN
33	76	19	17	10	1 005	545	RESEN
66	73	47	50	30	701	628	ISU
28	90	27	22	20	119	235	ISU
32	35	13	10	9	1 324	330	RESEN
22	59	15	13	12	265	604	ISU
20	64	11	12	8	341	148	ISU
84	33	28	29	25	3 757	3 525	ISU
32	95	19	31	9	69	114	ISU
31	99	14	31	7	159	233	ISU
34	70	25	24	17	585	615	ISU
59	59	26	31	21	31	109	ISU
53	45	21	23	18	191	330	ISU
23	81	16	16	10	180	268	RESEN
19	43	7	8	5	279	-	ISU
18	92	16	15	12	65	35	Pôle
-	-	32	-	-	4 620	6 795	ISU
31	98	27	30	24	75	331	ISU
30	84	22	24	17	109	339	ISU
-	-	-	-	-	-	-	-
15	58	8	8	6	95	239	ISU
19	92	16	18	14	94	41	ISU
21	43	10	8	6	348	260	ISU
41	71	30	28	22	645	1 124	ISU
79	98	66	75	35	1 290	1 456	ISU
18	100	19	18	16	165	321	ISU
10	83	6	7	2	123	117	ISU
60	54	32	33	30	144	601	ISU
6	63	2	3	2	27	67	ISU
-	-	32	-	-	-	1 024	ISU
19	48	8	9	8	131	329	ISU
8	74	7	6	6	107	107	RESEN
-	-	-	-	-	-	-	-
9	31	2	2	2	-	116	ISU
9	96	9	8	7	248	288	ISU
34	96	25	25	8	37	128	ISU
19	58	11	12	8	39	470	Nationale
-	-	92	-	-	-	-	ISU
30	53	13	14	9	535	312	RESEN
-	-	-	-	-	-	-	-
39	42	22	21	19	79	637	ISU
32	89	30	31	23	66	637	ISU
13	77	11	9	9	50	135	RESEN
38	43	17	15	9	394	372	Nationale
71	98	62	69	42	907	2 952	ISU
36	43	16	16	15	61	229	ISU
52	86	27	50	5	7	471	ISU
<b>34</b>	<b>69</b>	<b>23</b>	<b>23</b>	<b>15</b>	<b>519</b>	<b>592</b>	

**TABLEAU IV** Indicateurs financiers et Fast track

	Mobilisation des ressources		Répartition du budget éducation			Coût par élève (en % du PIB/habitant)		
	Recettes publiques internes en % du PIB	% de l'éducation dans les ressources	% du primaire (ajusté à 6 ans)	% du secondaire (ajusté à 7 ans)	% du supérieur	Primaire	Secondaire	Supérieur
Afrique du Sud	24.6	21.5	41.0	43.5	15.5	14.3	17.7	53.2
Algérie	40.9	8.7	44.2	-	-	11.1	-	-
Angola	39.0	6.7	51.7	-	-	7.8	-	-
Bénin	15.7	22.6	50.7	27.5	22.1	10.8	19.3	148.9
Botswana	39.5	4.9	43.7	37.7	18.6	6.1	5.7	90.5
Burkina Faso	11.0	21.9	62.0	19.0	19.0	19.2	47.0	550.0
Burundi	20.1	19.1	44.4	28.1	27.5	15.1	65.4	718.7
Cameroun	15.7	16.3	40.0	45.0	15.0	6.4	28.8	73.0
Cap-Vert	22.5	21.7	44.1	37.1	18.9	18.0	21.7	284.9
Comores	19.1	19.6	45.7	46.7	7.7	12.2	30.3	129.9
Congo	30.0	13.0	39.4	32.9	27.8	8.1	17.0	220.8
Côte d'Ivoire	17.5	24.5	46.6	37.4	16.0	17.5	48.0	137.1
Djibouti	22.0	-	-	-	-	-	-	-
Egypte	23.0	5.9	40.4	20.7	38.9	8.6	-	-
Erythrée	25.5	7.5	32.1	49.8	18.1	11.8	35.7	445.1
Ethiopie	19.1	15.9	54.9	26.1	18.9	12.7	-	-
Gabon	24.4	16.1	35.6	38.9	25.5	4.7	13.9	52.4
Gambie	18.5	22.0	49.8	-	-	18.3	-	-
Ghana	21.0	25.3	32.8	-	-	17.6	-	-
Guinée	11.1	18.4	44.4	30.8	24.8	9.0	14.0	231.0
Guinée Equatoriale	21.2	-	-	-	-	-	-	-
Guinée-Bissau	17.8	11.7	33.3	43.0	23.7	7.2	13.8	121.1
Jamahiriya arabe libyenne	-	-	40.4	39.3	20.3	11.3	-	-
Kenya	23.3	27.6	36.1	-	-	9.0	22.0	266.1
Lesotho	41.3	24.2	34.5	29.5	36.0	18.0	47.0	577.5
Libéria	-	-	-	-	-	-	-	-
Madagascar	11.2	22.8	57.6	25.4	17.1	8.3	35.9	189.4
Malawi	20.2	16.1	45.4	36.4	18.2	8.0	28.0	149.0
Mali	14.4	23.4	35.3	48.4	16.3	10.8	50.0	192.9
Maroc	25.8	23.2	36.6	47.1	16.3	20.6	43.6	110.8
Maurice	18.2	18.3	36.5	45.8	17.7	9.0	14.0	48.7
Mauritanie	37.5	14.1	44.2	38.9	16.9	13.4	41.2	156.0
Mozambique	14.3	21.0	48.0	30.0	21.9	10.2	32.4	791.1
Nambie	32.0	18.5	55.4	35.9	8.7	21.0	25.2	93.5
Niger	10.6	24.1	60.0	26.7	13.3	20.0	61.0	515.0
Nigeria	40.2	8.6	29.1	51.2	19.7	13.8	-	-
Ouganda	12.3	30.1	47.2	-	-	9.8	-	-
République Centrafricaine	12.0	10.0	52.4	-	-	8.7	-	-
Rép. Démocratique du Congo	7.7	7.1	32.2	34.9	32.8	2.8	-	-
République-Unie de Tanzanie	12.1	29.7	55.1	-	-	16.3	-	-
Rwanda	12.7	18.9	43.2	19.6	37.3	8.1	58.6	786.9
Sao Tomé-et-Principe	24.8	-	-	-	-	-	-	-
Sénégal	19.2	22.1	44.0	28.4	27.7	13.9	19.5	295.6
Seychelles	36.5	13.0	35.6	46.9	17.4	14.5	14.5	-
Sierra Leone	24.8	19.4	48.2	29.8	22.0	9.2	29.8	278.3
Somalie	-	-	-	-	-	-	-	-
Soudan	13.2	16.2	46.0	-	-	10.3	-	-
Swaziland	25.7	13.7	22.6	51.9	25.5	11.2	28.9	245.9
Tchad	10.5	13.1	49.6	29.1	21.3	5.2	18.5	339.3
Togo	16.5	20.6	47.9	34.7	17.4	12.5	20.5	112.4
Tunisie	28.5	20.5	33.3	45.0	21.7	15.8	25.7	68.0
Zambie	17.9	11.1	45.6	35.0	19.4	7.1	19.3	163.8
Zimbabwe	23.6	30.1	60.6	-	-	16.2	24.2	201.3
<b>Moyenne simple</b>	<b>22</b>	<b>18</b>	<b>44</b>	<b>36</b>	<b>21</b>	<b>12</b>	<b>30</b>	<b>260</b>

	% de ressources publiques pour les 10% les plus éduqués	Indicateurs Fast Track (primaire)				Source spécifique des données financières
		Rapport élèves-enseignant	Salaire moyen des enseignants publics (en unités de PIB/hbt)	% des dépenses courantes hors salaires enseignants	% de redoublants	
17	33.8	-	9.8	5.2	2.0	ISU
-	26.5	-	-	11.8	0.0	ISU
-	35.0	1.5	19.0	23.0	5.0	ISU
45	51.6	3.6	42.1	23.1	10.8	Modèle de simulation financière
25	25.8	-	-	5.2	4.7	ISU
60	48.7	5.7	30.6	13.0	13.0	RESEN
60	52.0	6.8	12.0	29.1	1.6	RESEN
38	53.9	3.6	25.0	21.9	23.5	RESEN
25	26.9	-	-	13.0	0.0	ISU
30	35.0	-	-	27.1	10.0	ISU
46	82.8	2.3	20.3	23.6	25.3	RESEN
40	42.4	4.8	23.0	17.6	10.9	ISU
-	34.4	-	-	18.0	15.5	ISU
-	21.9	-	-	4.0	8.0	ISU
40	46.7	7.7	29.6	21.3	7.8	ISU
65	72.2	6.7	30.7	7.0	4.6	Modèle de simulation financière
28	36.0	-	-	34.4	29.3	ISU
-	37.5	3.7	22.0	9.7	2.7	Estimation Pôle (d'après Secrétariat FTI)
-	32.3	4.0	26.4	5.8	18.0	Estimation Pôle (d'après Secrétariat FTI)
41	45.2	2.3	45.7	10.3	20.6	RESEN
-	43.4	-	-	40.5	33.0	ISU
26	38.0	1.9	30.7	22.0	19.0	Modèle de simulation financière
-	-	-	-	-	2.5	ISU
34	39.5	5.3	4.2	5.8	-	ISU
31	44.0	6.6	30.8	18.2	0.3	RESEN
-	-	-	-	-	-	-
45	52.4	2.9	38.9	30.0	19.3	Modèle de simulation financière
-	70.0	4.0	14.0	18.0	-	RESEN
47	52.2	4.3	45.5	19.0	34.8	RESEN
26	27.6	3.4	10.5	13.2	5.5	ISU
19	22.0	-	-	4.8	24.9	ISU
36	44.5	4.7	19.4	14.4	7.0	RESEN
37	65.2	5.2	20.9	20.6	-	Modèle de simulation financière
20	28.3	-	-	13.1	3.9	ISU
63	43.7	6.1	35.9	5.3	3.9	RESEN
-	36.4	4.9	9.1	2.6	-	ISU
-	50.1	2.9	26.2	13.7	9.1	Banque mondiale
-	83.0	4.9	28.5	30.6	7.2	RESEN
52	-	1.0	10.3	-	-	Banque mondiale
-	58.3	3.6	13.1	4.3	0.6	Estimation Pôle (d'après Secrétariat FTI)
68	62.0	3.8	27.9	18.8	0.8	Modèle de simulation financière
-	32.1	-	-	24.6	-	ISU
37	43.2	4.2	16.8	11.9	11.2	Nationale
-	14.0	1.7	35.2	-	4.7	ISU
57	66.9	3.9	31.0	12.0	5.0	RESEN
-	-	-	-	-	-	-
-	28.8	2.2	22.5	2.2	4.4	ISU
34	31.2	-	-	16.3	0.0	Banque mondiale
67	69.3	2.3	37.2	24.8	27.0	RESEN
26	44.3	5.0	25.2	23.8	40.2	Nationale
16	20.6	-	-	7.2	1.0	ISU
31	48.5	2.7	21.7	6.9	2.4	ISU
23	38.6	6.1	25.0	0.0	86.9	Banque mondiale
<b>39</b>	<b>44</b>	<b>4</b>	<b>25</b>	<b>16</b>	<b>13</b>	

## ANNEXE 4 : LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

<b>AFRISTAT</b>	Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne
<b>APE</b>	Association de parents d'élèves
<b>BREDA</b>	Bureau régional pour l'éducation en Afrique de l'UNESCO
<b>CEI</b>	Coefficient d'efficacité interne
<b>CONFEMEN</b>	Conférence des ministres de l'éducation des pays ayant le français en partage
<b>DIAL</b>	Développement Institutions et Analyses de Long terme
<b>EPT</b>	Education Pour Tous
<b>EVS</b>	Espérance de Vie Scolaire
<b>FTI</b>	Fast Track Initiative (Mise en œuvre accélérée de l'Education Pour Tous)
<b>IDH</b>	Indice de Développement Humain
<b>IPE</b>	Institut International de Planification de l'Education
<b>ISU</b>	Institut de Statistique de l'UNESCO
<b>MICS</b>	Multiple indicators cluster survey (Programme d'Enquête par échantillonnage à indicateurs multiples de l'UNICEF)
<b>MLA</b>	Monitoring learning achievement (Programme de suivi des acquis scolaires de l'UNESCO)
<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques
<b>ODM</b>	Objectif de développement du millénaire
<b>PASEC</b>	Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN
<b>PIB</b>	Produit intérieur brut
<b>PISA</b>	Programme for International Student Assessment of the OECD (Programme d'évaluation des acquis des élèves de l'OCDE)
<b>PNUD</b>	Programme des Nations-Unies pour le Développement
<b>REM</b>	Ratio élèves-maître
<b>RESEN</b>	Rapport d'état d'un système éducatif national
<b>SACMEQ</b>	Southern Africa consortium of monitoring education quality (Consortium de l'Afrique australe pour le suivi de la qualité de l'éducation)
<b>SPU</b>	Scolarisation primaire universelle
<b>TAP</b>	Taux d'achèvement du primaire
<b>TBA</b>	Taux brut d'admission
<b>TBS</b>	Taux brut de scolarisation
<b>TIMSS</b>	Trends in International Mathematics and Science Study (Programme d'étude internationale sur le niveau en mathématiques et en sciences)
<b>UEMOA</b>	Union économique et monétaire ouest-africaine
<b>UNESCO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
<b>VIH-SIDA</b>	Virus d'immunodéficience humain/Syndrome d'immunodéficience acquis

# BIBLIOGRAPHIE

- Amelewonou K. et Brossard M., 2003, «L'efficience quantitative des systèmes éducatifs : comparaisons» note thématique N°1 du Pôle d'Analyse Sectorielle en Education de Dakar, ([www.pdedakar.org](http://www.pdedakar.org)).
- Amelewonou K. et Brossard M., 2003b, «Mesurer la couverture scolaire globale d'un pays : l'espérance de vie scolaire» note méthodologique N°3 du Pôle d'Analyse Sectorielle en Education de Dakar, ([www.pdedakar.org](http://www.pdedakar.org)).
- Amelewonou K., Brossard M. et Reuge N., 2004, «Atteindre la SPU au Sénégal : éléments d'analyse de la rétention» Document de travail, Pôle d'Analyse Sectorielle en Education de Dakar, ([www.pdedakar.org](http://www.pdedakar.org)).
- Banque mondiale, 2004, Making services Work for Poor People, Rapport sur le développement dans le monde 2004, World Bank, Washington DC.
- Banque mondiale, 2002, Le financement de l'éducation pour tous en 2015 : simulation pour 33 pays d'Afrique subsaharienne. Région Afrique, Département du développement humain, document de travail.
- Bernard J.M., Tijab B.F. et Vianou K., 2004, Profils enseignants et qualité de l'éducation primaire en Afrique subsaharienne francophone : bilan et perspectives de dix années de recherche du PASEC, CONFEMEN
- Bernard J.M., Robert F., 2004, Nouveaux enjeux pour l'école moyenne en Afrique, De Boeck
- Berthelemy JC, 2005, «Convergence and development trap», paper presented at the Annual Bank Conference on Economic Development (ABCDE), Dakar-Senegal, 27 January ([http://siteresources.worldbank.org/INTABBCDE/WASHINGTON2005/Resources/jean\\_daudepaper.pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTABBCDE/WASHINGTON2005/Resources/jean_daudepaper.pdf))
- Berthelemy JC, 2003, «To what extent education policies are pro-poor in Sub-saharan africa», paper presented at the annual meeting of the European Development Research Network, 14-15 november.
- Berthelemy JC et Arestoff C, 2002, «Les stratégies d'éducation et le développement en Afrique», communication au colloque de l'Institut de France sur «L'éducation, fondement du développement durable en Afrique» 7 novembre 2002, Fondation Singer-Polignac, Paris.
- Berthelemy J.C., Pissarides C et Varoudakis A, 2000, «Human Capital and Growth: The Cost of Rent Seeking Activities», in : The Determinants of Economic Growth, M. Oosterbaan, T. de Ruyter van Steveninck et N. van der Windt (sous la direction de), Kluwer Academic Publisher.
- Birdsall N, 1999, «Education : The people assest», CSED Working Paper No. 5, September 1999.
- Birdsall N. et Londono J.L., 1997, «Assets inequality matters : an assesment of the World Bank's approach to poverty reduction», The American Economic Review, vol 82(2), pp 32-37.
- Brossard M., 2003, «Rétention, redoublement et qualité dans les écoles publiques primaires béninoises : Quel diagnostic ? Quelles pistes de politiques éducatives ?», Document de travail, note d'analyse, ([www.pdedakar.org](http://www.pdedakar.org)).
- Brossard M., 2003b, «Cibler les écoles primaires les plus défavorisées au Bénin. Propositions» Document de travail, Pôle d'Analyse Sectorielle en Education de Dakar, ([www.pdedakar.org](http://www.pdedakar.org)).
- Brossard M., 2004, «L'arbitrage quantité / coût unitaire dans le cycle primaire des systèmes éducatifs africains» Document de travail, Pôle d'Analyse Sectorielle en Education de Dakar, ([www.pdedakar.org](http://www.pdedakar.org)).
- Brossard M., Duret E. et Ledoux B., 2005, «Les indices écoles : un outil de gestion» Document de travail, Pôle d'Analyse Sectorielle en Education de Dakar, ([www.pdedakar.org](http://www.pdedakar.org)).
- Brossard M., Ndem F., 2005, «Optimiser l'organisation scolaire au niveau local», Document de travail, note d'analyse, à paraître.
- Brossard M et Foko B., 2006, Coût et financement de l'enseignement supérieur en Afrique francophone. Etude pour la Banque mondiale, à paraître.
- Bruns B, Mingat A et Rakotomalala M, 2003, Achieving Universal Primary Education by 2015 : A Chance for Every Child. World Bank, Washington DC.
- Chinapah V., H'ddigui E.M., Kanjee A., Falayo W., Fomba C.O., Hamissou O., Rafalimanana A., Byamugisha A., 1999, L'Afrique, l'Education de Qualité pour Tous. 1999 Projet MLA.
- DIAL-AFRISTAT, 2004, Restitution des résultats des enquêtes 1-2-3 sur l'emploi et le secteur informel dans sept pays de l'UEMOA, Atelier de Ouagadougou, septembre 2004 ([http://www.dial.prd.fr/dial\\_axes\\_de\\_recherche/enquetes\\_stat/dial\\_axes\\_parstat\\_ouaga.html](http://www.dial.prd.fr/dial_axes_de_recherche/enquetes_stat/dial_axes_parstat_ouaga.html)).
- Filmer D, 2003, «The incidence of public expenditures on health and education», Background note for World Development Report 2004 : Making services work for poor people, Banque mondiale, mai 2003.
- Filmer D et L. Pritchett, 1998, «Educational Attainment Profiles of the Poor (and Rich) : DHS Evidence from Around the World», Mimeo.
- Foko B, Ndem F et Reuge N., 2004, «Aspects économiques de l'efficacité externe du Sénégal», Document de travail, Pôle d'Analyse Sectorielle en Education de Dakar, ([www.pdedakar.org](http://www.pdedakar.org))
- Gersher A, 2005, «Costing the Education MDGs: A Review of the Leading Methodologies» document de travail groupe de travail "finance" de l'Initiative fast track-Education Pour Tous, Banque mondiale, Washington DC.
- Gurgand M, 2004, Quel est l'impact des politiques éducatives, les apports de la recherche, Etude à la demande de la Commission du débat national sur l'avenir de l'école, avril 2004, 16p.
- Gurgand M., 1999, «Sait-on mesurer le rôle économique de l'éducation, confrontations des résultats empiriques micro et macroéconomiques», document de travail, CREST, 32p.
- Hamoud A et Birdsall N, 2004, «AIDS and the Accumulation and Utilisation of Human Capital in Africa», Journal of African Economies, 2004, vol. 13, issue 1, pages 196-136
- Hanushek E.A, 2003, The failure if Input-based Schooling Policies, Economic Journal, Vol 113, N° 485 February: 64-98
- Herz B et Sperling G, 2003, «What Works in Girls Education: Evidence and Policies from the Developing World» Council on Foreign Relations, Washington DC.
- Institut de Statistiques de l'Unesco, 2006, Children out of school: measuring exclusion from primary education, UNESCO-UNICEF, 115p
- Kattan R.B. et Burnett N., 2004, User fee in Primary Education, Education Sector Human Development Network, June, World Bank, Washington DC
- Jaramillo A. et Mingat A., 2003, «Les services de soin et d'éducation pour la petite enfance en Afrique subsaharienne :Que faudrait-il faire pour réaliser les objectifs de développement du millénaire ?» Document de travail, Région Afrique, département du développement humain, Banque mondiale, Washington DC.
- Mehrotra S et Jolly R (sous la direction de), 2000, Development with a Human Face. Experiences in Social



- Achievement and Economic Growth. Oxford : Clarenton Press.
- Michaelowa K., 2002, «Teacher Job Satisfaction, Student Achievement, and the Cost of Primary Education in Francophone Sub-Saharan Africa», discussion paper, Hambourg Institute of International Economics.
  - Michaelowa K., 2001, «Primary Education Quality in Francophone Sub-Saharan Africa: Determinants of Learning Achievement and Efficiency Considerations», World Development, vol. 29, issue 10, pages 1699-1716.
  - Mingat A., 2004a, «La rémunération des enseignants de l'enseignement primaire dans les pays francophones d'Afrique subsaharienne», communication présentée à la conférence sur les enseignants non fonctionnaires du fondamental (21-23 novembre 2004, Bamako), Banque mondiale.
  - Mingat A., 2004b, «L'amélioration de l'allocation des personnels aux écoles au niveau de l'enseignement primaire», note pour la deuxième réunion du programme AGEPA (amélioration de la gestion de l'éducation en Afrique), 15-18 novembre 2004, Nouakchott, Banque mondiale.
  - Mingat A., 2004c, «L'amélioration de la gestion de la transformation des ressources en résultats au niveau des écoles primaires», note pour la deuxième réunion du programme AGEPA (amélioration de la gestion de l'éducation en Afrique), 15-18 novembre 2004, Nouakchott, Banque mondiale.
  - Mingat A., 2004d, «Issue of financial sustainability in the Development of Secondary Education in Africa (SEIA)», Paper presented at the donor conference on SEIA (October 2004, Amsterdam), Banque mondiale, ([http://www.worldbank.org/afr/seia/docs/conf\\_0603fr.htm](http://www.worldbank.org/afr/seia/docs/conf_0603fr.htm))
  - Mingat A., 2003a, «L'ampleur des disparités sociales dans l'enseignement primaire en Afrique : sexe, localisation géographique et revenu familial dans le contexte de l'EPT», document de travail, Région Afrique, Département du développement humain, Banque mondiale, juin 2003.
  - Mingat A., 2003b, «Questions de gestion de l'éducation dans les pays d'Afrique subsaharienne, diagnostic et perspectives d'amélioration dans le contexte de l'initiative accélérée pour la scolarisation primaire universelle», PSAST/AFTHD, Banque mondiale, février 2003.
  - Mingat A., 2003c, «Éléments analytiques et factuels pour une politique de la qualité dans le primaire en Afrique subsaharienne dans le contexte de l'Education Pour Tous», Document de travail, Région Afrique, Département développement humain, Banque mondiale, Washington DC.
  - Mingat A, Mohamed Salem K. M. et Ould Inejih El Hassen, Analyse de l'éducation primaire au Sénégal sur la base de l'enquête MCS 2000, document de travail ,avril 2002
  - Mingat A et Suchaut B., 2000, Les systèmes éducatifs africains. Une analyse économique comparative. De Boeck Université.
  - Mingat A et S. Sosale., 2000, «Problèmes de politiques éducatives relatifs au redoublement à l'école primaire dans les pays d'Afrique subsaharienne», PSAST/AFTHD, Banque mondiale
  - PASEC, CONFEMEN 2004a, «Scolarisation primaire universelle et qualité de l'éducation en Afrique subsaharienne francophone : de la problématique enseignante aux questions de gestion», communication présentée à la conférence sur les enseignants non fonctionnaires du fondamental (21-23 novembre 2004, Bamako), CONFEMEN ([www.confemen.org](http://www.confemen.org))
  - PASEC, CONFEMEN, 2004b, «Le redoublement : pratiques et conséquences dans l'enseignement primaire au Sénégal», CONFEMEN ([www.confemen.org](http://www.confemen.org))
  - PASEC, 2004c, Les enseignants contractuels et la qualité de l'école du cycle de base 1 au Niger : quel bilan ? , CONFEMEN ([http://www.confemen.org/article.php?id\\_article=174](http://www.confemen.org/article.php?id_article=174))
  - PASEC, 2004d, Les enseignants contractuels et la qualité de l'école fondamentale publique au Mali: quels enseignements ?, CONFEMEN, ([http://www.confemen.org/article.php?id\\_article=174](http://www.confemen.org/article.php?id_article=174))
  - PASEC, 2004e, Recrutement et formation des enseignants du premier degré au Togo : quelles priorités ?, CONFEMEN ([http://www.confemen.org/article.php?id\\_article=174](http://www.confemen.org/article.php?id_article=174))
  - PASEC, CONFEMEN, 1999, «Les facteurs de l'efficacité dans l'enseignement primaire : les résultats du programme PASEC sur neuf pays d'Afrique et de l'Océan indien», CONFEMEN ([www.confemen.org](http://www.confemen.org))
  - Pôle d'Analyse Sectorielle en Education de Dakar, 2005, Education pour Tous en Afrique, repères pour l'action, Dakar +5, UNESCO-BREDA, 298p. ([www.poledakar.org](http://www.poledakar.org))
  - Pôle d'Analyse Sectorielle en Education de Dakar, 2004a, Education et approches sous régionales en Afrique. Etat des lieux des systèmes et politiques d'éducation de base, Document statistique pour les conférences régionales de suivi de la huitième conférence des ministres de l'éducation des pays d'Afrique, UNESCO-BREDA, 73p. ([www.poledakar.org](http://www.poledakar.org))
  - Pôle d'Analyse Sectorielle en Education de Dakar, 2004b, La question enseignante dans la perspective de la scolarisation primaire universelle en 2015 dans les pays CEDEAO, CEMAC et PALOP, UNESCO-BREDA, 13p. ([www.poledakar.org](http://www.poledakar.org))
  - Pôle d'Analyse Sectorielle en Education de Dakar, 2004c, Credibility within FTI, Note de discussion pour la conférence EFA Fast Track de Brasilia, Novembre 2004 ([www.poledakar.org](http://www.poledakar.org))
  - Pôle d'Analyse Sectorielle en Education de Dakar, 2002, Scolarisation primaire universelle : un objectif pour tous, Document statistique pour la huitième conférence des ministres de l'éducation des pays d'Afrique (6-12 décembre 2002, Dar Es Salam), UNESCO-BREDA, 124p. ([www.poledakar.org](http://www.poledakar.org))
  - Psacharopoulos G., 1994, «Returns To Investment in Education: A Global Update», World Development, Vol 22, n°9.
  - Psacharopoulos G et Patrinos H.A., 2002, «Returns To Investment in Education: A Further Update», World Bank Policy Research Working Paper, n°2881, September.
  - Ram R., 1990, «Educational Expansion and Schooling Inequality: international Evidence and some implications», The Review of Economics and Statistics, 72(2), pp 266-74.
  - Reuge N., 2004a, «Mesurer l'avancée vers la scolarisation primaire universelle», note méthodologique n°1 du Pôle d'Analyse Sectorielle en Education de Dakar, ([www.poledakar.org](http://www.poledakar.org)).
  - Reuge N., 2004b, «Les profils de scolarisation», note méthodologique n°2 du Pôle d'Analyse Sectorielle en Education de Dakar, ([www.poledakar.org](http://www.poledakar.org)).
  - SACMEQ, 2005, The SACMEQ II in Botswana: A study of the conditions of schooling and the quality of education, SACMEQ educational policy research series
  - SACMEQ, 2005, The SACMEQ II in Lesotho: A study of the conditions of schooling and the quality of education, SACMEQ educational policy research series
  - SACMEQ, 2005, The SACMEQ II in Swaziland: A study of the conditions of schooling and the quality of education, SACMEQ educational policy research series
  - SACMEQ, 2005, The SACMEQ II in Namibia: A study of the conditions of schooling and the quality of education, SACMEQ educational policy research series
  - SACMEQ, 2005, The SACMEQ II in South Africa: A study of the conditions of schooling and the quality of education, SACMEQ educational policy research series
  - Schultz T P., 2004, «Evidence of Returns to Schooling in Africa from household Surevy: Monitoring and Restructuring the Market for Education», Journal of African Economies, Vol.13, issue 02, pp ii95-ii148.
  - Summers L., 1992, «Investing in All the People», Policy

- Research Working Paper 905, World Bank, Washington DC.
- Thomas V., Wang Y et Fan X, 2000, «Measuring Education Inequality : Gini Coefficients of Education», Banque mondiale, ([http://econ.worldbank.org/files/1341\\_wps2525.pdf](http://econ.worldbank.org/files/1341_wps2525.pdf))
  - UN Millenium Project, 2005a, Investing in Development. A Practical Plan to Achieve the Millenium Development Goals ([www.unmilleniumproject.org/html/globalplan/shtm](http://www.unmilleniumproject.org/html/globalplan/shtm))
  - UN Millenium Project, 2005b, Toward Universal Primary Education : Investments, Incentives and Institutions, Task force Education, ([http://unmp.forumone.com/eng\\_task\\_force/EducationEbook.pdf](http://unmp.forumone.com/eng_task_force/EducationEbook.pdf))
  - UNESCO, 2004, Education Pour Tous. L'exigence de qualité. Rapport mondial de suivi de l'EPT 2004/05.
  - UNESCO, 2003, Genre et Education Pour Tous. Le pari de l'égalité. Rapport mondial de suivi de l'EPT 2003/04.

## Analyses sectorielles de type RESEN (Rapport d'Etat des Systèmes Educatifs Nationaux)

### Afrique de l'Ouest

- RESEN-Bénin, 2000, Le système éducatif béninois. Performance et espaces d'amélioration pour la politique éducative, Rapport d'état d'un système éducatif national, Document de travail, Région Afrique, Département du développement humain, Washington DC.
- RESEN-Burkina Faso, 2000, Coûts, financement et fonctionnement du système éducatif du Burkina Faso ; contraintes et espaces pour la politique éducative, Rapport d'état d'un système éducatif national, Document de travail, Région Afrique, Département du développement humain, Washington DC.
- RESEN-Côte d'Ivoire, 2002, Rapport d'état du système éducatif ivoirien, réalisé conjointement par la Banque mondiale, le Pôle d'Analyse Sectorielle en Education de Dakar (UNESCO-France) et l'équipe nationale ivoirienne, Banque mondiale, Région Afrique, Département du développement humain, Washington DC.
- RESEN-Guinée, 2004, Le système éducatif guinéen : diagnostic et perspectives pour la politique éducative dans le contexte de contraintes macroéconomiques fortes et de réduction de la pauvreté, Rapport d'état d'un système éducatif national réalisé conjointement par la Banque mondiale, le Pôle d'Analyse Sectorielle en Education de Dakar (UNESCO-France) et l'équipe nationale guinéenne, Région Afrique, Département du développement humain, Washington DC.
- RESEN-Mali, 2006, Eléments de diagnostic du système éducatif malien : le besoin d'une politique éducative nouvelle pour atteindre les objectifs du millénaire et la réduction de la pauvreté, Rapport d'état d'un système éducatif national élaboré en collaboration avec le Pôle d'Analyse Sectorielle en Education de Dakar (UNESCO-France) et l'équipe nationale malienne, Région Afrique, Département du développement humain, Washington DC.
- RESEN-Mauritanie, 2006, Rapport d'état sur le système éducatif national. Document de travail, Région Afrique, Département du développement humain, Washington DC.
- RESEN-Niger, 2004, La dynamique des scolarisations au Niger. Evaluation pour un développement durable, Rapport d'état d'un système éducatif national, Document de travail, Région Afrique, Département du développement humain, Washington DC.

- RESEN-Togo, 2002, Le système éducatif togolais : éléments d'analyse pour une revitalisation, Rapport d'état d'un système éducatif national, Document de travail, Région Afrique, Département du développement humain, Washington DC.

### Afrique Centrale

- RESEN-Cameroun, 2004, Rapport d'état du système éducatif camerounais réalisé conjointement par la Banque mondiale, le Pôle d'Analyse Sectorielle en Education de Dakar (UNESCO-France) et l'équipe nationale camerounaise, Banque mondiale, Région Afrique, Département du développement humain, Washington DC.
- RESEN-Congo, (en cours d'élaboration), Rapport d'état du système éducatif congolais réalisé conjointement par la Banque mondiale, le Pôle d'Analyse Sectorielle en Education de Dakar (UNESCO-France) et l'équipe nationale congolaise.
- RESEN - République Démocratique du Congo, 2004, Rapport d'état du système éducatif de la RDC, Banque mondiale, Région Afrique, Département du développement humain, Washington DC.
- RESEN - République centrafricaine, (en cours d'élaboration), Rapport d'état du système éducatif de la RCA, réalisé conjointement par le Pôle d'Analyse Sectorielle en Education de Dakar (UNESCO-France) et l'équipe nationale centrafricaine.
- RESEN-Tchad, 2005, Rapport d'état du système éducatif tchadien réalisé conjointement par la Banque mondiale, le Pôle d'Analyse Sectorielle en Education de Dakar (UNESCO-France) et l'équipe nationale tchadienne, Banque mondiale, Région Afrique, Département du développement humain, Washington DC.

### Afrique de l'Est

- RESEN-Burundi, 2006, Rapport d'état du système éducatif burundais, Banque mondiale, Région Afrique, Département du développement humain, Washington DC.
- RESEN-Ethiopie, 2005, Education in Ethiopia. Strengthening the foundation for sustainable progress, A World Bank Country Study, Africa Region, Human development Department, Washington D.C.
- RESEN-Madagascar, 2002, Education and Training in Madagascar. Toward a Policy Agenda for Economic Growth and Poverty Reduction, A World Bank Country Study, Africa Region, Human development Department, Washington DC.
- RESEN-Malawi, 2004, Cost, financing and school effectiveness of education in Malawi. A future of limited choices and endless opportunities, Africa region Human Development working paper series, Washington D.C.
- RESEN-Mozambique, 2000, Cost and financing of education, Opportunities and obstacles for expanding and improving education in Mozambique, Africa region Human Development working paper series, Washington D.C.
- RESEN-Rwanda, 2003, Education in Rwanda. Accelerating The Agenda For Post Conflict Resolution, A World Bank Country Study, Africa Region, Human development Department, Washington D.C.

### Afrique Australe

- RESEN-Namibie, 2005a, Namibia human capital and knowledge development for economic growth with equity, Africa Region Human development, working paper serie n°84
- RESEN-Lesotho, 2005b, Primary and secondary education in Lesotho, a country status report, Africa Region Human development, working paper serie n°101
- RESEN-Lesotho, 2006, Swaziland Achieving education for all challenges and policy directions, Africa Region Human development, working paper serie n°106



Education pour Tous



Bureau Régional pour l'Éducation en Afrique



*Pôle de Dakar*  
ANALYSE SECTORIELLE EN ÉDUCATION